

L'an deux mil dix, le treize septembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Mmes et MM. Sophie MÉTADIER, Michelle COURNARIE, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VÉQUAUD, Joël ANTIER, Pascal BEAUSSIER, Marie-Claire BOUIN, Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, Michèle GRATADE, Monique GUÉRY, Olivier PIQUEUX, Jérôme TARNIER, Michèle VILLATTE.

Absents excusés :

Philippe MÉREAU (Pouvoir à Jean-Claude DUPAS), Frédéric DUPUIS (Pouvoir à Michelle COURNARIE).

Absentes :

Mmes Dominique MACÉ, Estelle PATOZ.

Mme Michelle COURNARIE est élue secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

DCM 2010-61. ACHAT DU TERRAIN DE L'ABRI BUS RUE BRULEE

Cette délibération annule et remplace la délibération n° DCM 2010-029 du 15 mars 2010, cette dernière ne mentionnant qu'une seule parcelle à acquérir.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune depuis de nombreuses années (environ 1974) louait à Mme Cécile GUENAULT puis à sa fille Mlle Brigitte GUENAULT, le terrain de l'abri bus, rue Brûlée. Le loyer annuel était de 137.20 € en 2009. En août 2009, la commune a proposé à Mlle Brigitte GUENAULT d'acquérir ce terrain pour la somme de 500 €.

Maître Franck LUSSEAU, notaire de Mlle Brigitte GUENAULT, par courrier en date du 10 septembre 2009, fait remarquer que la valeur fiscale de ce terrain est de 2500 €.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'acquérir ce terrain pour la somme de 2500 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité

- D'acquérir les parcelles cadastrées AC 193 et AC 192 respectivement d'une superficie de 46 m² et 6 m² sises à Beaulieu-Lès-Loches, rue Brûlée pour un montant de 2500 €.
- Dit que la transaction sera établie par maître ANGLADA et LOUAULT, notaires à Loches,
- Dit que les frais seront pris en charge par la commune de Beaulieu-Lès-Loches
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

DCM 2010-62. VENTE DE 30 LOGEMENTS DE VAL TOURAINE HABITAT

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la Direction Départementale des Territoires d'Indre et Loire par courrier en date du 4 août 2010 nous informe que Val Touraine Habitat lors de la séance de son conseil d'administration du 22 octobre 2009, a décidé de procéder à la vente de 30 logements au lieu dit " la Madeleine" à Beaulieu-Lès-Loches. Suivant les dispositions de l'article L 443.7 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'avis de la Commune doit être recueilli.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Demande que soit répondu aux questions suivantes :
 - Que se passe-t-il si un locataire ne veut pas acheter ?
 - En cas d'acquisition par un investisseur, ce dernier peut-il mettre fin au bail de l'actuel locataire ?
 - Quel est réellement l'état des logements (normes électriques, ravalement, isolation, menuiserie,...) ?
 - Combien de locataires sont intéressés par l'acquisition de leur logement ?

- Emet des réserves sur la capacité financière des futurs locataires / acquéreurs d'assurer l'entretien et les investissements nécessaires.
- s'inquiète de la diminution très importante, voire excessive, du nombre de logements sociaux sur la commune (30 sur 92 soit un tiers)
- Conclut qu'il ne souhaite pas se prononcer sur la vente par Val Touraine Habitat de 30 logements au lieu dit "la Madeleine", mais qu'il donne toutefois un avis favorable pour la vente aux locataires qui en sont d'accord.

DCM 2010-63. FESTIVAL EXCENTRIQUE

Mme Michelle CURNARIE explique au Conseil Municipal qu'au vu de l'intérêt pour la commune et du bon déroulement du Festival Excentrique au mois de mai de cette année, elle souhaiterait renouveler la coopération entre la commune de Beaulieu-Lès-Loches et Culture Ô Centre, financée par la Région Centre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 5 abstentions et 12 voix pour

- Donne un avis favorable à la venue du festival Excentrique de Culture Ô Centre en 2011.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2010-64. RÉGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS COMMUNAUX

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que dans le cadre du régime indemnitaire, une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires est versée à la secrétaire de mairie. Suite à sa promotion interne au grade d'attaché territorial, il est nécessaire d'inclure cette indemnité au tableau du régime indemnitaire dans le cadre d'emploi des attachés.

D'autre part au chapitre I, article 5 et au chapitre II article 10 de la délibération du 12 novembre 2007, régissant le régime indemnitaire, concernant les critères de modulation retenu pour l'IFTC et l'IAT (indemnité d'administration et de technicité), il est mentionné : « diminution de la notation : moins 10% par demi-point en dessous de 15 ». Etant donné la diminution générale des notes attribuées aux agents par la nouvelle municipalité, il est nécessaire de revoir cette modalité de calcul. Il est proposé : diminution de la note : moins 10% par demi-point en dessous de 13.

Monsieur Yves BANDEVILLE précise également que les montants annuels de référence doivent être mis à jour. Il propose que le conseil valide les propositions suivantes pour le régime indemnitaires des agents de la commune.

CHAPITRE I : Indemnité Forfaitaire pour travaux supplémentaires

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration (valeur indicative au 01/02/07)
Secrétaire de mairie	Idem	1 078,73	2.50
Secrétaire de mairie attachée		1 078,73	

Article 1

Il est créé une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) par référence à **celle prévue par le décret n° 2002-63 susvisé au profit des personnels suivants, selon les taux** moyens réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Article 2

Conformément aux dispositions du décret n° 2002-63 susvisé, les taux réglementaires moyens servant de base au calcul de l'IFTS sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 3

Les fonctionnaires appartenant aux grades énumérés à l'article 1 cessent de bénéficier de l'indemnité supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire prévue par le décret n° 91-875 susvisé.

Article 4

Le cas échéant, les dispositions qui précèdent sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 5

Les critères de modulation retenus pour l'IFTS sont :

- Contraintes horaires
- Responsabilités – Régies
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Facilité d'adaptation
- Diminution de la notation : moins 10 % par demi-point en dessous de 13.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360e par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE II : Indemnité d'Administration et de Technicité

Article 6 :

Il est créé une indemnité d'Administration et de Technicité par référence à celle prévue par les décrets n° 2002- 61 et 2003-1013 susvisé au profit des personnels suivants, selon les montants de référence annuels réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration
Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^e classe	449,29	4.8
	Adjoint administratif Principal de 1 ^e classe	476,10	3.2
ATSEM	ATSEM principale de 2 ^e classe	469,66	2,4
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	469,66	4,0
Adjoints techniques territoriaux	Adjoints techniques territoriaux de 2 ^e classe	449,29	1,6
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	464,30	1

Article 7 :

Conformément aux dispositions des décrets n°2002-61 et 2003-1013 susvisés, les montants de référence annuels réglementaires servant de base au calcul de l'IAT, sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 8 :

Les fonctionnaires appartenant aux grades énumérés à l'article 6 cessent de bénéficier de l'indemnité supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire prévue par le décret n°91-875 susvisé.

Article 9 :

Le cas échéant, les dispositions du présent chapitre sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 10 :

Les critères de modulation retenus pour l'IAT sont :

- Technicité de la mission
- Responsabilités
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Diminution de la note : moins 10 % par demi-point en dessous de 13.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360ème par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE III : Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires

Article 11 :

L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires prévue par décret n°2002-60 susvisé est créée au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Cadre d'emplois	Grade	Fonction
Adjoint administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^e classe	Comptabilité, paie, urbanisme
	Adjoint administratif Principal de 1 ^e classe	Accueil, secrétariat, état civil
ATSEM	ATSEM principale de 2 ^e classe	Assistance personnel enseignant
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	Encadrement agents d'entretien
Adjoint techniques territoriaux	Adjoint techniques territoriaux de 2 ^e classe	Entretien voirie et espaces verts, entretien bâtiments
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	Police

CHAPITRE IV Indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale

Article 12

Il est créé une indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale par référence à celle prévue par décret n° 97-702 susvisé, au profit des cadre d'emplois, grades et fonctions suivants :

Cadre D'emplois	Grades	Fonctions	Taux de majoration
Gardien de Police	Police Municipale	Police	18%

Article 13

Les critères de modulation retenus pour indemnité spéciale du cadre d'emplois des agents de police municipale sont :

- Technicité de la mission
- Contact avec le public
- Contraintes horaires
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360^{ème} par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

Article 14 :

L'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à compter de ce jour.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Accepte les propositions telles que présentées ci-dessus (14 articles).
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2010-65. VIREMENT DE CRÉDITS

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'il avait été prévu au budget 2010 la somme de 1 425 € TTC pour le logement situé 24 rue Basse. Le cout de pose et fourniture de menuiseries en bois s'élève à 1 551,21 € TTC. Les crédits au programme étant insuffisants, il est nécessaire de procéder à un virement de crédit de 130 €.

De même, concernant le programme du Chemin des Ecoliers, il reste une facture à régler pour un montant de 216.32 € TTC. Les crédits au programme étant insuffisants, il est nécessaire de procéder à un virement de crédit de 201 €.

Mme le Maire propose les virements suivants :

Programme	Libellé	Compte	Investissement Dépenses
168	Chemin des Ecoliers	2151	+ 201 €
165	Logement 24 rue Basse	2132	+ 130 €
171	Tennis	2315	- 331 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- décide de réaliser le virement de crédit suivant :

Programme	Libellé	Compte	Investissement Dépenses
168	Chemin des Ecoliers	2151	+ 201 €
165	Logement 24 rue Basse	2132	+ 130 €
171	Tennis	2315	- 331 €

DCM 2010-66. CONVENTIONS AVEC L'ASSOCIATION PAGE À PAGE ET LES BIBLIOTHECAIRES VOLONTAIRES ET LA COMMUNE

Mme le Maire rappelle que dans le cadre du projet de la Bibliothèque Municipale, il convient de signer avec l'Association Page à Page une convention d'animation. De même avec les Bibliothécaires volontaires, qui interviendront quotidiennement au sein de la Bibliothèque Municipale, il convient de signer une convention régissant les relations entre la Commune et ces volontaires.

Mme le Maire donne lecture des conventions.

Mme GRATADE, Présidente de l'association Page à Page ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'adopter la convention d'animation avec l'association Page à Page
- Décide d'adopter la convention entre les Bibliothécaires volontaires et la Commune de Beaulieu-Lès-Loches
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2010-67. DÉNOMINATION DE LA BIBLIOTHÈQUE

Le Conseil Municipal ayant décidé, lors de sa séance du 14 juin 2010, de vendre la Devinière, située sur la commune de Loches et ne pouvant accueillir une activité liée directement à Beaulieu, Mme le Maire propose de nommer la future bibliothèque du nom des donateurs de la Devinière : Bibliothèque M. et Mme Laumonier ou Bibliothèque Denise & Lucien Laumonier ou Médiathèque Laumonier.

Une discussion s'engage sur l'opportunité de donner un autre nom à la bibliothèque (Bibliothèque André MONToux, Bibliothèque Page à Page, ...).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de reporter la dénomination de la bibliothèque à une date ultérieure.

DCM 2010-68. DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA BIBLIOTHÈQUE (ACQUISITION D'UN LOGICIEL)

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'au cours d'une réunion au mois de juin, l'association Page à Page a pris la décision, sous les conseils de M. Guilbaud du Conseil Général, de demander à la commune d'acquérir le logiciel PMB pour la gestion de la bibliothèque municipale. Ce logiciel permet d'enregistrer les ouvrages, de délivrer les codes barres et d'imprimer les étiquettes. Le logiciel et la formation afférente coutent 3 109,60 €.

Mme le Maire propose de soumettre au Conseil Général ce choix et de demander une subvention au Conseil Général et à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'accepter le choix de l'acquisition de ce logiciel PMB pour un montant de 3 109,60 €
- De demander des subvention auprès du Conseil Général et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2010-69. DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA RESTAURATION D'UN LOGEMENT COMMUNAL RUE DE GUIGNÉ

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a décidé lors de sa séance en date du 15 mars 2010 la réhabilitation du logement de la Poste.

Lors de la programmation 2010 d'attribution de subventions pour la réalisation de logements sociaux, le Conseil Général a retenu plusieurs projets pour Beaulieu-Lès-Loches dont l'aménagement du logement de la Poste situé 16, rue de Guigné, dans le cadre d'un Prêt Locatif pour l'Amélioration - insertion.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de déposer pour cette opération des dossiers de demandes de subventions auprès de l'ETAT, du Conseil Régional et du Conseil Général.

ARTICLE	DESIGNATION	DEPENSES T.T.C.	DEPENSES H.T.	RECETTES
2313	Travaux d'aménagement	96 195,48 €	80 431,00 €	
2313	Honoraires architecte	7 695,64 €	6 434,48 €	
2313	Honoraires SPS	961,95 €	804,31 €	
2313	Frais annexes	2 885,86 €	2 412,93 €	
	Région (Cœur de Village) (40%)			36 033,09 €
	Conseil Général			8 500,00 €
	ETAT			10 000,00 €
	Commune			53 205,85 €
	TOTAL	107 738,93 €	90 082,72 €	107 738,93 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de déposer des demandes de subventions auprès de l'État, du Conseil Régional et du Conseil Général.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2010-70. Restauration du logement du 14 rue St-André

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune, par délibération du 15 mars 2010, a décidé d'acquérir le petit logement situé 14, rue St-André.

Elle propose d'étudier la possibilité d'y réaliser un logement locatif et donc de recruter un architecte pour suivre les travaux à réaliser. Trois architectes ont été consultés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'étudier la possibilité de réaliser un logement au 14, rue St-André
- Autorise Mme Le Maire à confier le dossier à l'architecte Dominique MAES
- Autorise Mme Le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2010-71. APPROBATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 16 novembre 2009, il avait décidé l'établissement d'un Plan Communal de Sauvegarde.

Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) permet de définir préalablement la conduite à tenir pour faire face à un événement affectant le territoire de la commune et nécessitant une large mobilisation de moyens. Le PCS a été élaboré en coordination avec les services de secours, les communes mitoyennes et toutes les personnes concernées. Il est mis à disposition du public en mairie (hormis les données personnelles), Il se présente sous la forme d'un classeur, divisé en quatre thèmes : présentation générale de la commune, enjeux liés aux différents risques sur la commune, dispositif communal de crise, annuaire opérationnel de crise et des annexes. Le PCS comprend le DICRIM qui a été élaboré et distribué à la population avec l'Echo Bellilocien de décembre 2009.

Mme le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver le Plan Communal de Sauvegarde, préalablement à son adoption par arrêté du Maire

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'approuver le Plan Communal de Sauvegarde, préalablement à son adoption par arrêté du Maire.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires.
- Dit que le Plan Communal de Sauvegarde sera transmis à Monsieur le Préfet et aux services concernés.

DCM 2010-72. ASTER : REMBOURSEMENTS D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES

M. Yves BANDEVILLE explique au Conseil Municipal que la société ASTER Assurances a adressé à la mairie un chèque de 981,35 € en remboursement des indemnités journalières de congés de maladie ordinaire d'une employée pour la période du 9 au 26 février 2010.

M. Yves BANDEVILLE propose au Conseil Municipal d'accepter ce remboursement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'accepter, la somme totale de 981,35 € d'ASTER Assurances pour le remboursement des indemnités journalières de congés de maladie ordinaire d'une employée pour la période du 9 au 26 février 2010.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2010-73. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX MUNICIPAUX POUR LES EXPOSITIONS

Mme le Maire expose au Conseil Municipal que dans le cadre des diverses expositions d'art au sein de la Commune, Il nous est demandé des locaux. Mme le Maire propose de mettre à disposition à titre gratuit, les salles communales, pour l'accueil d'expositions d'art. Elle propose une convention-type de mise à disposition et demande l'avis du Conseil Municipal.

Une discussion s'engage sur l'accueil en général des expositions et sur l'opportunité de la gratuité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de reporter l'adoption de la convention type de mise à disposition des salles communales pour des expositions d'art.

DCM 2010-74. CONVENTION AVEC L'ORDRE DES ARCHITECTES DU CENTRE ET LA MAISON DE L'ARCHITECTURE DU CENTRE POUR LE PRET DE L'EXPOSITION « ARCHITECTURES CONTEMPORAINES EN REGION CENTRE

Mme Le Maire rappelle que dans le cadre des Photofolies en Touraine 2010, la commune accueille quatre expositions de photographes locaux. Une des expositions appartient à la Maison de l'Architecture du Centre et à l'Ordre des Architectes du Centre. Cette expo, « Architectures contemporaines en Région Centre » propose de visiter virtuellement 50 réalisations des 20 et 21^{ème} siècles. Les propriétaires de l'exposition sont d'accord pour la mettre à disposition de la commune gratuitement.

Une convention tripartite doit être signée.

Mme Le Maire propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer cette convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'adopter la convention tripartite entre la Maison de l'Architecture du Centre, l'Ordre des Architectes du Centre et la Commune de Beaulieu-Lès-Loches
- Autorise Mme le Maire à signer cette convention.

INFORMATIONS

- Mme le Maire informe le Conseil Municipal que Val Touraine Habitat nous demande de nommer la voirie du projet de construction de 10 logements aux Razais. Le Conseil Municipal ne peut délibérer que sur la dénomination des voies publiques. Cependant, Mme le Maire demande au Conseil Municipal de conseiller Val Touraine Habitat dans le choix du nom de cette voirie privée pour préparer les adresses des futurs locataires. Elle propose les appellations suivantes : Impasse des Razais, Impasse de Guigné et demande si d'autres propositions sont faites.

L'appellation Impasse des Razais est retenue.

- Prix de vente de la Devinière

Mme le Maire donne lecture des avis des agences immobilières ayant mandat de vente pour la Devinière. Toutes signalent un prix de vente beaucoup trop élevé. Le Conseil Municipal s'accorde sur la nécessité de revoir ce prix à la baisse et attend des propositions des agences / acquéreurs pour se prononcer sur un prix définitif.

- Mme le Maire fait lecture d'une lettre de Madame JABVENEAU qui désire acquérir le petit local que la commune lui loue actuellement. Pas d'accord pour le moment.

- Mme le Maire fait circuler un courrier reçu en Mairie de M. Marcel MARCADON concernant les crues entre Beaulieu-Lès-Loches et Loches.

- Mmes BOUIN et VILLATTE souhaitent la tenue de réunions de conseillers, hors séance du Conseil Municipal, pour débattre de divers sujets. Mme Le Maire rappelle que plusieurs réunions de conseillers ont eu lieu dans l'année sur divers sujets (la Poste, audit urbain, ...) et que les présents étaient bien peu nombreux. Elle demande une meilleure participation aux réunions.

Il est décidé que lors de la prochaine séance du Conseil Municipal, les conseillers se réuniront à 19 h 30.

- Prochain conseil : lundi 8 novembre 2010 à 20 h 45 – à confirmer

La séance est close à 22 h 35.